



**PRÉFET
DE LA SARTHE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction de la Coordination
des Politiques Publiques
et de l'Appui Territorial**
Bureau de l'environnement et de l'utilité
publique

**Direction Régionale de
l'Environnement, de
l'Aménagement et du Logement
des Pays de la Loire**
Unité interdépartementale Anjou-Maine

Arrêté n°DCPPAT 2022 – 0037 du 23 FEV. 2022

SAS BUTAGAZ, 8 route de Mulsanne à ARNAGE

Arrêté préfectoral fixant des prescriptions complémentaires sur les vracs gros porteurs

VU le code de l'environnement, et notamment ses articles L. 181-14, R. 181-45 et R. 181-46 ;

VU la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU l'arrêté ministériel du 29 septembre 2005 relatif à l'évaluation et à la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique, de l'intensité des effets et de la gravité des conséquences des accidents potentiels dans les études de dangers des installations classées soumises à autorisation ;

VU l'arrêté ministériel du 2 janvier 2008 relatif aux réservoirs fixes manufacturés de gaz inflammables liquéfiés, de capacité unitaire supérieure ou égale à 50 tonnes, présents au sein d'une installation classée pour la protection de l'environnement relevant du régime de l'autorisation au titre de la rubrique n° 4718 de la nomenclature des installations classées, à l'exception des stockages réfrigérés ou cryogéniques ;

VU l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

VU l'arrêté ministériel du 26 mai 2014 relatif à la prévention des accidents majeurs dans les installations classées mentionnées à la section 9, chapitre V, titre I^{er} du livre V du code de l'environnement ;

VU l'arrêté préfectoral d'autorisation n°07-2922 du 13 juin 2007 délivré à la société BUTAGAZ pour l'exploitation d'un dépôt de GPL (Gaz de Pétrole Liquéfié) se situant Route de Mulsanne sur le territoire de la commune d'ARNAGE ;

VU l'arrêté préfectoral n°10-5977 du 19 novembre 2010 délivré à la société BUTAGAZ pour la prescription de mesures complémentaires de réduction des risques ;

VU l'arrêté préfectoral n°10-5992 du 22 novembre 2010 portant approbation du plan de prévention des risques technologiques autour du site exploité par la société BUTAGAZ et implanté sur le territoire de la commune d'ARNAGE ;

Place Aristide Briand – 72041 LE MANS Cedex 9 –

Préfecture : 02 43 39 70 00 - Standard : 02 43 39 72 72 - Télécopie : 02 43 28 24 09

www.sarthe.gouv.fr – pref-mail@sarthe.gouv.fr - Twitter : @Prefet72 - Facebook : Préfecture de la Sarthe

VU l'arrêté préfectoral n° 2012032-0062 du 1^{er} février 2012 de changement d'exploitant, au profit de la société par actions simplifiée BUTAGAZ TRANSITION ;

VU la décision préfectorale datée du 17 mai 2016, prenant acte du bénéfice d'antériorité, au profit de la société SAS BUTAGAZ, et au titre de la rubrique 4718 ;

VU l'arrêté préfectoral complémentaire n° DCPAT 2019-0264 du 8 novembre 2019 ;

VU l'arrêté préfectoral complémentaire n° DCPAT 2020-0254 du 20 octobre 2020 ;

VU l'étude des dangers de l'établissement BUTAGAZ d'Arnage, dans sa version de septembre 2019 ;

VU le dossier de notification de modification des installations, transmis par la SAS BUTAGAZ, le 13 août 2021, dans une version Rev0, du 6 août 2021 ;

VU la demande de complément en date du 13 septembre 2021, invitant l'exploitant à compléter son dossier ;

VU le dossier actualisé de notification de modification des installations, transmis par la SAS BUTAGAZ, le 21 octobre 2021, dans une version Rev1 du 19 octobre 2021 ;

VU les compléments d'information transmis par la SAS BUTAGAZ, par courriel en date du 25 janvier 2022 ;

VU le rapport établi par la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement des Pays de la Loire, inspecteur des installations classées pour la protection de l'environnement, en date du 28 janvier 2022 ;

CONSIDÉRANT que l'installation, soumise à autorisation, relève de la Directive SEVESO 3, pour le stockage de gaz liquides inflammables liquéfiés (GPL) ;

CONSIDÉRANT que le dossier de modification des conditions d'exploiter, relatif à l'approvisionnement des gros porteurs vrac, vise une modification notable ;

CONSIDÉRANT que les risques présentés par les installations ne sont pas accrus de manière importante, la grille de présentation des accidents potentiels en termes de couple probabilité-gravité des conséquences sur les personnes, et présentée dans l'étude de dangers (version 09/2019) restant inchangée ;

CONSIDÉRANT que les quantités de substances dangereuses susceptibles d'être présentes sur l'emprise du site ne sont pas modifiées par rapport à la situation autorisée ;

CONSIDÉRANT que la modification relative au chargement de véhicules gros vrac sur le site d'ARNAGE ne modifie pas les niveaux d'aléas pris en compte dans le plan de prévention des risques technologiques approuvé par l'arrêté du 22 novembre 2010 susvisé ;

CONSIDÉRANT que la détection de niveau haut installée sur les camions gros porteurs (GV) n'est pas valorisée en mesure de maîtrise des risques, mais constitue nonobstant une mesure de sécurité additionnelle ;

CONSIDÉRANT que le projet de modification ne constitue pas, de ce fait, une modification substantielle de l'autorisation environnementale au sens de l'article R.181-46.I du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT l'intérêt d'actualiser le classement du site, au regard de la loi sur l'eau ;

CONSIDÉRANT que le projet constitue une évolution notable au sens de l'alinéa II de l'article R. 181-46 du code de l'environnement et qu'il y a lieu de fixer des prescriptions complémentaires en application des dispositions de l'article R. 181-45 du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que la nature et l'ampleur du projet de modification ne rendent pas nécessaires les consultations prévues par les articles R. 181-18 et R. 181-21 à R. 181-32, ni la sollicitation de l'avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques ;

CONSIDÉRANT que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de réduire les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que certaines prescriptions réglementant les conditions d'exploitation des installations contiennent des informations sensibles vis-à-vis de la sécurité publique et à la sécurité des personnes ;

CONSIDÉRANT que ces informations sensibles entrent dans le champ des exceptions prévues à l'article L. 311-5 du code des relations entre le public et l'administration, et font l'objet d'annexes spécifiques ;

CONSIDÉRANT que le projet d'arrêté a été porté à la connaissance de l'exploitant le 28 janvier 2022 ;

CONSIDÉRANT que l'exploitant a présenté ses observations sur le projet d'arrêté, par courriel en date du 3 février 2022 ;

SUR proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la préfecture de la Sarthe ;

ARRETE

ARTICLE 1 – Bénéficiaire

La société par actions simplifiée (SAS) BUTAGAZ, dont le siège social est sis 47-53 rue Raspail, 92 594 LEVALLOIS-PERRET Cedex, ci-après dénommée l'exploitant, est autorisée à poursuivre l'exploitation des activités du dépôt de Gaz de Pétrole Liquéfié, sur le territoire de la commune d'ARNAGE, conformément aux dispositions des arrêtés ministériels et préfectoraux applicables à ces installations, et sous réserve de respecter également les dispositions complémentaires du présent arrêté.

ARTICLE 2 – Liste des installations visées par les nomenclatures ICPE et IOTA

Les dispositions de l'article 1.2.1 de l'arrêté préfectoral du 13 juin 2007 susvisé sont supprimées et remplacées par les suivantes :

« Les installations classées autorisées sont répertoriées dans le tableau suivant :

Rubrique	Désignation / Libellé des activités	Grandeur caractéristique	Régime*
47XX	Cf. Annexe I : informations sensibles communicables sur demande		A

* : A (Autorisation)

L'établissement, implanté sur les parcelles cadastrales référencées section AW n° 3, 5, 7, 8, 11, 12, 13, 14, 108 et 109, sur une emprise totale des terrains** de 50 447 m², est également classé au titre de la loi sur l'eau.

La liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations, ouvrages, travaux et activités figurant au tableau annexé à l'article R. 214-1 du code de l'environnement est présentée dans le tableau suivant :

Rubrique	Alinéa	Régime *	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Critère de classement	Seuil du critère	Volume autorisé **
2.1.5.0	2°	D	Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol	Rejet des eaux pluviales collectées au droit du site	Surface totale imperméabilisée	Supérieure à 1 ha mais inférieure à 20 ha	2,35 ha

*Régime : A (autorisation), D (déclaration).

ARTICLE 3 – Mesures de maîtrise de risque (MMR)

Outre les dispositions de l'article 2 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 19 novembre 2010 susvisé, les mesures de maîtrise de risque mises en œuvre sur le site sont complétées par les suivantes
Cf. Annexe II : informations sensibles non communicables

ARTICLE 4 – Frais

Les frais inhérents à l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

ARTICLE 5 – Publicité

Une copie du présent arrêté (hors annexes), informations sensibles non communicables, mais consultables selon des modalités adaptées et contrôlées, est déposée à la mairie d'ARNAGE et peut y être consultée.

Un extrait de cet arrêté (hors annexes) est affiché à la mairie d'ARNAGE visible de l'extérieur, pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire.

L'arrêté (hors annexes) est publié sur le site internet de la préfecture de la Sarthe pendant une durée minimale de quatre mois.

Le bénéficiaire de la présente décision ou son représentant doit toujours être en possession de l'arrêté d'enregistrement et apte à le présenter à toute réquisition des fonctionnaires ou agents qualifiés.

ARTICLE 9 – DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

Conformément aux articles L.181-17 et R.181-50 du code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction et peut être déféré auprès du tribunal administratif de Nantes :

1° par le pétitionnaire ou l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;

2° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3, dans un délai de quatre mois à compter de :

a) l'affichage en mairie ;

b) la publication de la décision sur le site internet de la préfecture.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès du préfet de la Sarthe ou d'un recours hiérarchique auprès du ministre chargé des installations classées pour la protection de l'environnement, dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie via l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr.

ARTICLE 10 – POUR EXÉCUTION

Le secrétaire général de la préfecture de la Sarthe, le maire d'ARNAGE, la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement des Pays de la Loire et l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant.

LE PRÉFET

Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général,

Éric ZABOURAEFF

